

Procès-verbal du Comité syndical – socle commun Séance du 7 avril 2025

Le sept avril deux mille vingt-cinq, à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt-et-un mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni au siège de l'Agence, 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 110

Nombre de délégués présents ou représentés : 59 (dont 26 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (29) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tudor (Bagneux), Edith Félix (Bagnolet), Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Marc Feugere (Chatenay-Malabry), Elodie Dorfiac (Chatillon), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Philippe Robert (Le Bourget), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Vincent Soulage (Nanterre), Pierrick Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Christophe Piercy (Saint-Denis), Patrice Pattée (Sceaux), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Marie-Catherine Herrmann (GPGE), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alain Mathioudakis (GPSO).

Suppléants avec voix délibératives (4) :

Emmanuel Serot (Alfortville), Jean-Jacques Le Roux (Clamart), Jacques Paris (Ile-Saint-Denis), Luc Mauvarin (GPSO).

Excusés ayant donné pouvoir (26) :

Samuel Besnard (Cachan) à Sylvie Simon-Deck, Herve de Compiègne (Courbevoie) à Patrice Pattée, Laura Manach (Joinville-le-Pont) à Frédéric Sitbon, Medhi Hafsi (La Courneuve) à Christophe Bernier, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Stéphanka Toussaint, Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt) à Marc Frot, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Edith Félix, Christophe Paquis (Les Lilas) à Jacques Paris, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Marie-Hélène Magne, Farid Hemidi (Malakoff) à Elodie Dorfiac, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) à Patrice Pattée, Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec) à Christophe Bernier, François Vauglin (Paris) à Sylvain Raifaud, Jean-Marie Ballet (Puteaux) à Philippe Robert, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Robin Louvigné, Claude Majeux (Saclay) à Christophe Piercy, Capucine Du Sartel (Saint-Cloud) à Geneviève Gaillabaud, Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay) à Robin Louvigné, Henry-Roger Estrade (Verrières-le-Buisson) à Marc Feugere, Mickaël Rigault (GPGE) à Marie-Catherine Herrmann,

Patrick De La Marque (GPSO) à Alain Mathioudakis, Hervé Lievre (GPSO)) Luc Mauvarin, Bernard Roche (GPSO) à Alain Mathioudakis, Patrick Ollier (MGP) à Frédéric Sitbon, Christophe Najdovski (MGP) à Sylvain Raifaud.

Total des voix : **2 517,21 voix**

Excusés (18) :

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Farid Benyahia (Epinay-sur-Seine), Sophie Bosquillon (Ile-Saint-Denis), Marie-Line Clarin (La Courneuve), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Olivier Stern (Montreuil), Frank-Eric Baum (Orly), Luc Alonso (Saint-Mandé), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Nicolas Moreau (Vaucresson), Patricia Vavassori (GPGE), Louise Bompaire (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-Saint-Denis).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique, Sédik Chekir, Responsable service finances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical de la séance du 17 mars 2025
2. Délibérations :
 - Création d'emplois non permanents d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité
 - Modification des statuts
 - Modification du règlement intérieur du comité syndical
 - Approbation des montants des contributions 2025 à l'Agence
 - Approbation du budget primitif 2025 – Budget principal de l'Agence
 - Approbation du budget primitif 2025 – Budget annexe de la Régie Velib'
 - Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence
3. Points divers à huis clos :
 - Echanges sur les suites à l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris dans le cadre du contentieux avec la société Autolib'
 - Echanges sur la qualité de service de Vélib' Métropole

Le Président propose de désigner Monsieur Frédéric Sitbon secrétaire de séance.

Pour : 2 517,21 voix

La proposition est adoptée à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical du 17 mars 2025

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité Syndical du 17 mars 2025.

Pour : 2 517,21 voix

Le procès-verbal du Comité Syndical du 17 mars 2025 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

2025 05 – Création d'emplois non permanents d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité

Le Président donne la parole à Fabienne Puig

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique qu'afin d'anticiper les besoins de l'Agence, il est proposé de créer deux emplois non permanents à la direction technique : un emploi pour le déploiement de nouveaux services de mobilités partagées et un pour le déploiement des nouvelles stations du service Velib'.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 05 au vote

Pour : 517,21 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : DECIDE la création, des deux emplois non permanents suivants, pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité :

- Un emploi relevant du grade d'ingénieur ou d'attaché, catégorie A : pour effectuer les missions de déploiement de nouveaux services de mobilités partagées, en collaboration avec les villes souhaitant le développement de ces nouvelles offres
- Un emploi relevant du grade de Rédacteur / Technicien, catégorie B : pour effectuer les missions de déploiement des nouvelles stations du service Velib', en lien avec les villes ayant formulé ces demandes

Ces emplois non permanents seront occupés par des agents contractuels recrutés par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 12 mois pendant une même période de 18 mois.

Article 2 : DIT que la rémunération sera calculée pour :

- L'emploi pour le déploiement de nouveaux services de mobilités partagées, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement comprise entre l'IB 444 et 821 ;
- L'emploi pour le déploiement des nouvelles stations du service Velib', par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement comprise entre l'IB 389 et 597 ;

Article 3 : AUTORISE le Président à signer les contrats nécessaires.

Article 4 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2025 06 - Modification des statuts

Le Président indique qu'une présentation sur la dénomination du Syndicat va être diffusée et rappelle qu'en décembre 2024, lors de l'adoption de la modification des statuts, la dénomination courte de la structure n'avait pas été complétée dans la mesure où un groupe de travail composé d'élus et d'agents de l'Agence devaient être constitué afin de travailler sur le sujet.

Il ajoute que ce travail a été fait avec l'agence Madaré pour identifier la dénomination la plus proche de ce que fait le Syndicat et de ce qu'il pourrait porter à l'avenir.

Le Président donne ensuite la parole à Yannick Cabaret

Yannick Cabaret, Directeur Général, diffuse sur écran un film présentant la nouvelle dénomination de l'agence ainsi que le logo Agemob. Au terme de cette diffusion, les membres ont salué le travail fourni.

Yannick Cabaret a présenté Jean-Baptiste Laureau, représentant de la société Madaré pour expliquer aux membres les différentes étapes qui ont conduit au changement de dénomination.

Le Président donne ensuite la parole aux membres.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) remercie le travail qui a été fait et indique que le nom lui parle, qu'il est dynamique et enjoué. Il précise que le A de l'agence reflète bien Paris cependant il aurait souhaité que le G de Agemob soit plus travaillé pour une représentation plus significative de la région parisienne et des communes adhérentes à l'Agence.

Le Président entend la remarque.

Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) est satisfaite du visuel. Cependant, elle indique que le côté métropolitain ne ressort pas assez. Elle estime que cela correspond davantage à l'agence parisienne des mobilités. Elle suggère que le M soit de couleur verte pour accentuer le côté métropolitain.

Le Président trouve la discussion très intéressante, il précise que l'Agence n'est pas un service de la Métropole du Grand Paris. L'alternative, dit-il, est de mettre en avant le Grand Paris, le territoire, d'où la Tour Eiffel stylisée.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) apprécie le logo, cependant elle s'interroge sur le rôle du Syndicat dans les mobilités partagées dans leur ensemble.

Yannick Cabaret, Directeur Général, indique que cette question est fondamentale. Il ajoute que tous les membres vont recevoir un courrier afin de les inviter à réfléchir à ce qu'ils souhaiteraient confier à l'Agence en termes de développement de mobilités partagées (vélo, scooter, voiture). Les collectivités pourront détailler leurs demandes et une réunion d'échange sera organisée courant juin 2025 en visioconférence. Il termine en indiquant que l'objectif est de pouvoir construire ensemble des territoires, des bassins de vie pertinents cohérents à la fois pour les usagers, pour les opérateurs, pour les collectivités concernées et ensuite faire de la mutualisation afin que le coût global soit le plus faible possible.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) estime que l'Agence est dans une logique entrepreneuriale plus que de service public. Il ajoute qu'il y a un risque de dispersion, de coût plus ou moins maîtrisé et que rien n'impose de faire cela.

Le Président indique qu'il ne partage pas cette réflexion. Il considère que dans la mesure où il y a une demande d'avoir des outils, des réflexions communes, cela permet de mutualiser certaines ressources et de faire en sorte que certains services de mobilité ne s'arrêtent pas aux frontières de certaines communes ou ne se développent pas au motif qu'il faudrait en respecter les frontières.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) estime que l'idée de la mobilité intégrant la voiture électrique pour se déplacer en plus du vélo ou d'autres mobilités a du sens. Le développement de la voiture électrique, du deux roues en plus du vélo en autopartage est dans l'ère du temps et il considère que le service public doit le développer. Le privé le développera mais pas au même tarif. S'appeler aujourd'hui Agemob, dit-il, permettra de développer un business model adapté.

Marc Feugere (Chatenay-Malabry) trouve le logo parisianiste comme ses collègues des Hauts-de-Seine et exprime son mal-être quant à cette évolution alors que les conséquences du service Autolib' ne sont pas terminées.

Le Président partage la préoccupation générale au sujet d'Autolib' et dit avoir tout mis en œuvre pour que l'affaire soit réglée au cours de son mandat. Il estime qu'il ne faut pas enterrer définitivement la mobilité partagée et les voitures partagées en raison d'une expérience qui s'est terminée malheureusement. Il rappelle aux membres une étude de l'ADEME qui démontre qu'une voiture partagée en autopartage en boucle remplace jusqu'à 10 voitures. L'intérêt du point de vue de l'espace public, de la qualité de l'air et du bilan carbone globalement est bien meilleur sur l'autopartage et il estime que c'est un élément de motivation très fort depuis 5 ans de faire en sorte que l'Agence contribue à développer ces activités et à aider les communes à le faire.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) indique qu'avec le SIPPAREC, sa ville a développé l'autopartage depuis 2 ans et demi avec les anciennes stations Autolib' rétrofitées et souhaiterait que l'Agence puisse également les accompagner.

Yannick Cabaret, Directeur Général, reprend la présentation des différentes déclinaisons du logo sur différents supports dont le site internet. Il détaille ensuite les différentes modifications apportées aux statuts de la manière suivante :

- La dénomination abrégée du Syndicat (article 1) en AGEMOB et la précision sur le statut de syndicat mixte ouvert « restreint » Il précise que l'ajout de restreint au syndicat mixte ouvert vient mettre en œuvre une recommandation de la CRC dans son rapport d'observations provisoire.
- Le fonctionnement du comité syndical (article 9-4) par la possibilité de participer aux réunions du comité syndical en visioconférence (à l'exception des séances d'élection de la présidence et du bureau, d'adoption du budget primitif et des délibérations soumises à huis clos).
- Le fonctionnement du bureau syndical (article 11) par la possibilité de participer aux réunions en visioconférence.
- L'adoption du budget (article 16) en fixant à 10 semaines le délai du débat d'orientation précédant l'examen du budget en M57.

Bertrand Pierre Galey (GPSO) considère que cette nouvelle dénomination n'est pas entièrement véridique surtout dans le caractère métropolitain qui est, selon lui, une émanation de la Métropole du Grand Paris. Il estime que l'Agence ne s'occupe pas de mobilité partagée mais de location à court terme.

Sylvie Simon-Deck (Créteil) demande des explications quant à la signification d'un Syndicat ouvert restreint.

Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, explique qu'un Syndicat mixte ouvert comprend des collectivités territoriales et un syndicat ouvert restreint est composé uniquement de collectivités territoriales et que cela justifie d'existence d'indemnités pour les élus.

Le Président rappelle que l'Agence est composée de communes, d'établissements publics territoriaux, de départements, de la Région et de la MGP.

Alain Mathioudakis (GPSO) demande quand sera effectif le changement de dénomination.

Yannick Cabaret, Directeur Général, répond qu'il le sera dès que la délibération sera transmise en préfecture. Concernant la dénomination Agence métropolitaine des mobilités partagées, elle est déjà utilisée depuis décembre 2024. La mise en application se fera de manière progressive et le logo est prêt à être utilisé dans les prochaines communications de l'Agence.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 06 au vote.

Contre : 0
Abstention : 16,875 voix (GPSO Boulogne)
Pour : 2 500,335 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré :

Article 1^{er} : APPROUVE les statuts de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées tels qu'annexés à la présente délibération ;

Article 2 : CHARGE Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

2025 07 - Modification du règlement intérieur du comité syndical

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur Général, indique que cette modification prend en compte la modification des statuts et notamment la possibilité de participer aux séances du bureau et du Comité en visioconférence.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 07 au vote.

Pour : 2 517,21 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE, le règlement intérieur.

2025 08 - Approbation des montants des contributions 2025 à l'Agence

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, explique qu'afin de couvrir les dépenses récurrentes du socle commun (charges de fonctionnement de l'Agence), il est proposé aux membres une contribution en 2025 de 1 450 € par station Autolib' pour le fonctionnement, soit 500€ de plus qu'en 2024. Ce montant pourra être diminué en fonction du résultat qui sera constaté au CA 2024.

Pour financer la dépense obligatoire résultant de l'arrêt de la CAA dans le cadre du contentieux Autolib' d'un montant de 66 M€, portée à 75,5 M€ avec les intérêts au taux légal et leur capitalisation, il est proposé d'inscrire le montant du reste à financer après déduction de la provision de 32,5 M€ constituée entre 2019 et 2023, soit 43 M€ (38 640 € par station).

En totalité, il est donc proposé de porter le montant de la contribution 2025 au budget principal à 40 090 € par station Autolib' arrêtée au 25 juin 2018. Ce montant pourra être revu à la baisse pour les collectivités qui ont fait la demande d'étaler la charge sur plusieurs années, l'Etat ayant permis à l'Agence d'inscrire le montant de la condamnation en investissement. Il ne reste plus qu'à choisir un financeur.

Il informe également les membres que sur les 71 collectivités concernées, 63 ont déjà répondu.

Le Président, remercie les collectivités qui ont répondu rapidement au questionnaire et redonne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chékir reprend les montants des contributions pour la Régie Vélib' en indiquant qu'il est proposé de maintenir la participation des collectivités comme indiqué lors du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation venant de se tenir :

- 22 304 € par station pour la ville de Paris
- 11 152 € pour les stations ouvertes au 31-12-2024 ainsi qu'aux stations ouvertes durant le 1er semestre 2025,
- 5 576 € pour les stations ouvertes au 3e trimestre,
- 2 788 € pour les stations ouvertes au 4e trimestre.

Enfin, il est proposé de maintenir la participation de la Métropole du Grand Paris.

Yannick Cabaret, Directeur Général, précise qu'une dérogation avait été demandée à la DGFIP et DGCL pour pouvoir inscrire cette dépense indemnitaire d'investissement et ainsi pouvoir l'étaler pour les collectivités qui le souhaitent. Depuis le comité du 17 mars 2025, l'Agence a obtenu la dérogation de la DGFIP et de la DGCL. Il ajoute que sur les 3 financeurs potentiels, un pourrait financer le montant total. C'est pourquoi, dit-il, le Président devra vous réunir très prochainement.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 08 au vote.

Pour : 2 517,21 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : DÉCIDE que le montant de la contribution 2025 pour l'exercice de la compétence principal est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents au socle commun : 1 450 € par station Autolib' arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution de fonctionnement au budget principal de l'Agence.

Pour l'ensemble des membres adhérents au socle commun : 38 640 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre des indemnités à verser à la SAS Autolib' dans le cadre du contentieux.
Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2025.

Article 2 : DÉCIDE que les montants des contributions 2025 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 22 304 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 21 104 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 11 152 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 9 952 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 3^{ème} trimestre de l'année : 5 576,00€ par station soit 600 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 4 976 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 4^{ème} trimestre de l'année : 2 788,00€ par station soit 300 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 2 488 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence se décompose comme suit :
 - La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agence est arrêtée à un montant de 111 520 euros par an ;
 - La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 11 152 euros par an par station,
 - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 589,82 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 6 133,60 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2023, dans la limite de 155 stations :
 - Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 11 152 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,

- Pour les stations ouvertes au 3^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(5\,576 \text{ €} + 11\,152 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €}}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,788 \text{ €} + 11\,152 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €}}{N}$$

Soit une subvention totale estimée à 7 335 600 € avec une prévision de 40 stations installées en 2025.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées hors stations éphémères.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2025.

Ces montants pourront être ajustés en cours d'exercice en fonction des recettes usagers encaissées par l'Agence, en fonction du coefficient de révision de prix définitif à appliquer au marché Velib'.

Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DÉCIDE que la contribution d'adhésion à l'Agence des nouveaux membres est maintenue à 0 €.

Article 4 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

2025 09 - Approbation du budget primitif 2025 – Budget principal de l'Agence

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable service finances, explique que les dépenses 2025 seront constituées par :

- Des frais de fonctionnement du Syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers) et des études et honoraires d'avocats nécessaires à la suite de la fin de la DSP Autolib' : montant total estimé à 2,77 M€ en légère hausse par rapport à 2024 (+15 %),

- Des dépenses liées au règlement du contentieux Autolib' avec l'indemnité arrêtée par la Cour d'appel à un montant de 75,5 M€ financé par reprise de provision de 32,5 M€ et par le choix qui est fait par les communes en ce qui concerne le solde de 43 M€ : soit via un versement immédiat des collectivités concernées, soit via un emprunt. L'État n'ayant pas répondu à notre demande de dérogation d'inscription du solde de la condamnation en investissement avant l'envoi des documents 12 jours avant le Comité, celui-ci sera intégré en totalité en fonctionnement.

- Une DM viendra modifier cette inscription puisque la DGFIP nous a répondu favorablement. Il nous reste à choisir un prêteur.

Les dépenses d'ordre sont estimées à 3,38 M€.

Les montants des recettes 2025 proviendront essentiellement :

- D'une contribution des collectivités pour le fonctionnement du Syndicat dont le montant se décompose de la manière suivante :
- D'un montant de 1 450 € euros par station Autolib' arrêté au 25 juin 2018, soit un montant total de 1,61 M€. Ces montants seront réduits au moment du budget supplémentaire à la suite de l'intégration du résultat définitif de l'exercice 2024 ;
- D'un montant de 38 640 € par station au titre du contentieux Autolib'. Une DM viendra modifier ce montant dont l'estimation est de 8 440 € par station pour les communes choisissant l'étalement de la charge générée par l'arrêt de la Cour sur 5 ans, dont le premier appel se fera en 2025.
- De la reprise de provision de 32,5 M€ ;
- De la quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' Métropole (1,73 M€) ;
- D'un virement en compte de résultat des subventions reçues pour 2,84 M€ (recette d'ordre).

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 09 au vote.

Contre : 0

Abstention : 14,00 voix (Clamart)

Pour : 2 503,21 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal de l'Agence pour le socle commun pour l'exercice 2025 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 81 713 080 euros
- Recettes : 81 713 080 euros

Investissement

- Dépenses : 2 899 000 euros
- Recettes : 3 377 540 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

Article 3 : DÉCIDE de la reprise de la provision de 32 500 000 € constituée de 2019 à 2023 dans le cadre du contentieux avec la SAS Autolib', le jugement ayant été rendu.

2025 11 - Rendu compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

Le Président rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et en l'absence, demande aux membres de prendre acte de la délibération 2025 11.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 18 mars 2025 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

3. Points divers à huis clos

3.1- Echanges sur les suites à l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris dans le cadre du contentieux avec la société Autolib'

Le Président donne la parole à Malik Salemkeur.

Malik Salemkeur, Directeur juridique et de la commande publique rappelle l'historique du contentieux avec la SA Autolib' puis le contenu de l'arrêt de la CAA de Paris.

3.2- Echanges sur la qualité de service de Velib' Métropole

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, commente les diapositives diffusées sur écran concernant les évolutions de la qualité du service et le projet de révision tarifaire Velib'.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 12h00.

Le Secrétaire,



Frédéric Sitbon

Le Président,



Sylvain Raifaud

Article 4 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2025 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

2025 10 - Approbation du budget primitif 2025 – Budget annexe de la Régie Velib'

Le Président indique que cette délibération vient de recueillir un avis favorable unanime du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation et qu'il faut maintenant l'approuver.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 10 au vote.

Pour : 2 517,21 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : APPROUVE le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2025 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 68 617 300,00 euros
- Recettes : 68 617 300,00 euros

Investissement

- Dépenses : 62 220,00 euros
- Recettes : 62 220,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder, à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.